



Communiqué de presse

61/22

Montreuil, le 1^{er} juillet 2022.

Rapport de la Mission Flash sur les urgences et soins non programmés : **Nous refusons que la population soit mise en danger !** **Il faut des lits, des postes, pas des verrous à l'entrée des Urgences**

La fédération CGT de la santé et de l'action sociale alerte sur le contenu du rapport du Dr Braun qui vient d'être publié. Au lieu de répondre enfin aux demandes des personnels qui remontent de tous les hôpitaux pour répondre aux besoins de santé de la population, ces mesures sont d'une brutalité sans précédent contre l'hôpital.

Le rapport propose d'officialiser tous les fonctionnements en mode dégradé qui se sont multipliés ces dernières semaines aux urgences : fermetures totales ou partielles, filtrage, consignes aux patients de ne pas venir.

Pour la première fois, dans un document officiel, **le tri des patients** est ouvertement préconisé par « l'organisation d'un triage paramédical à l'entrée » des services d'urgence (*recommandation n°23*) ;

La fermeture de service est présentée comme un nouveau mode de fonctionnement usuel des établissements : « Autoriser la suspension d'activité partielle d'un SU dans une logique territoriale » (*recommandation 24*) ;

La généralisation de fonctionnement en mode dégradé, sans médecin est aussi préconisée. Il s'agit par exemple **de remplacer les médecins urgentistes SMUR par un binôme infirmier-ambulancier** : «équipe paramédicale d'urgence» (*recommandation 22*) ;

ces mesures mettent en danger la population, les personnels et aboutissent à la remise en cause du libre accès aux soins et à de nouvelles réductions des capacités à soigner la population.

La CGT, dès 2019, a demandé des mesures fortes permettant de fonctionner : plan de formation et plan d'embauches massives, arrêt des suppressions de lits et véritable revalorisation des salaires plutôt que des primes... Le Ministère de la Santé a tout refusé... et continue de fermer des lits (17 500 lits fermés en 5 ans).

Aujourd'hui, le gouvernement exige à la population de renoncer aux soins et aux hospitaliers de trier les malades

A l'opposé, la CGT exige des mesures immédiates pour stopper la catastrophe :

Le gouvernement par simple décret peut décider :

- **Pour faire revenir les 180 000 hospitaliers poussés hors de l'Hôpital : l'augmentation du point d'indice à 6 euros, la revalorisation significative des indemnités de nuit de dimanche et de jours fériés, la réintégration des suspendus.**
- **La titularisation des plus de 200 000 agents et médecins hospitaliers précaires.**

Ces mesures peuvent être prises dans l'heure !

La fédération CGT de la santé et de l'action sociale apporte son soutien total à tous les personnels, à tous les syndicats CGT qui se battent pour leurs conditions de travail et contre le démantèlement de l'hôpital public.

Pas question d'accepter le chaos, ni le refus de soins que propose le rapport Braun.